



Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Le rapport financier trimestriel de l'Office national de l'énergie :

- devrait être lu parallèlement avec le [*budget principal des dépenses*](#) et le [*budget supplémentaire des dépenses*](#);
- a été établi par la direction, conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor;
- n'a pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen externe.

Une description sommaire des activités de programme de l'Office se trouve dans la partie II du [*Budget principal des dépenses*](#).

Les priorités stratégiques de l'Office sont les suivantes : faire preuve d'excellence en matière de réglementation, être actif dans le domaine de la sécurité et se rapprocher des Canadiens.

Le financement de l'Office provient d'autorisations parlementaires annuelles. L'Office recouvre ultérieurement la majorité de ses dépenses auprès des sociétés qu'il réglemente et les montants recouverts sont déposés dans le Trésor du gouvernement du Canada.

Méthode de présentation du rapport

Le présent rapport trimestriel a été produit par la direction à l'aide d'une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport inclut les autorisations de dépenser accordées par le Parlement et utilisées par l'Office, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice 2016-2017. Le présent rapport trimestriel a été établi à l'aide d'un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière ayant trait à l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut pas dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées sous forme de limites annuelles, au moyen de lois de crédits, ou sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées, au moyen de lois.



Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

L'Office utilise la méthode de la comptabilité financière intégrale pour préparer et présenter ses états financiers annuels, qui font partie du processus de rapport sur le rendement. Néanmoins, les autorisations de dépenser votées par le Parlement demeurent axées sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour

Analyse des dépenses prévues

Comme indiqué dans l'[état des autorisations](#), les dépenses prévues de l'organisation s'élèvent à 93,06 millions de dollars pour l'exercice qui se terminera le 31 mars 2017, comparativement à 79,86 millions de dollars pour celui qui s'est terminé le 31 mars 2016. L'augmentation de 13,67 millions de dollars est essentiellement attribuable à l'incidence nette d'une augmentation de 18,29 millions de dollars pour l'infrastructure de transport de l'énergie (budget de 2015), à un accroissement de 0,83 million de dollars pour l'examen des évaluations environnementales fédérales (budget de 2016), et à une diminution de 5,50 millions de dollars pour les examens réglementaires de mégaprojets énergétiques (budget de 2014).

Notons qu'aux deux exercices précédents, des fonds avaient été reportés du budget de fonctionnement (3,28 millions de dollars et 3,03 millions de dollars respectivement pour 2016-2017 et 2015-2016).

Analyse des dépenses réelles

Comme en témoignent les [dépenses budgétaires par article courant](#), les autorisations budgétaires totales utilisées au 31 décembre 2016 s'élèvent à 58,05 millions de dollars, comparativement à 55,90 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation à hauteur de 2,15 millions de dollars des dépenses réelles est surtout attribuable à ce qui suit :

- Les dépenses relatives au personnel à ce jour sont supérieures de 1,71 million de dollars à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart est en grande partie attribuable à l'augmentation des dépenses législatives découlant du financement reçu pour l'infrastructure de transport de l'énergie (0,39 million de dollars), l'embauche de personnel et les augmentations accordées (1,24 million de dollars) ainsi que le versement d'indemnités (0,11 million de dollars).
- Les dépenses relatives aux services professionnels et spéciaux à ce jour sont supérieures de 0,99 million de dollars à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela est principalement attribuable à une augmentation des dépenses de 0,51 million de dollars pour les services de TI liés à des initiatives du gouvernement du Canada comme la visualisation des données, le renouvellement du site Web et PeopleSoft, de 0,19 million de dollars pour la planification stratégique de la sécurité de TI, la formation en la matière et la sensibilisation, de 0,10 million de dollars des frais de traduction principalement en rapport avec le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain et les rapports



Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

d'audits financiers réglementaires ainsi que de 0,13 million de dollars pour des services de recrutement de cadres puis d'évaluation des candidats.

- Les dépenses locatives à ce jour sont inférieures de 0,59 million de dollars à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela est essentiellement dû à une diminution de 0,11 million de dollars des frais de programme reliés aux systèmes d'information des ressources humaines ainsi que de 0,26 million de dollars pour la location de bureaux à Vancouver et de 0,22 million de dollars pour celle de chambres d'hôtel en 2015-2016 dans le contexte du processus d'audience relative au projet TMX.

Risques et incertitudes

Vu la nature du mandat de l'Office, les dépenses varient en fonction d'événements prévus et imprévus, à l'interne comme à l'externe, qui sont à l'origine d'incertitudes et de pressions sur les ressources. Les responsabilités de l'Office ne sont pas uniquement façonnées par les tendances émergentes en matière énergétique, mais aussi par l'analyse proactive des tendances dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et de l'économie ainsi que dans la société en général. Ces tendances peuvent influencer sur la capacité de l'Office de s'acquitter de ses obligations dans l'intérêt public canadien.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

L'Office national de l'énergie élabore un nouveau cadre des résultats et aligne les ressources et la structure de l'organisation avec les priorités et les résultats.

Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par :

Le président et premier dirigeant,

La dirigeante principale des finances,

Original signé par

Original signé par

C. Peter Watson, P. Eng. FACG
(Calgary, Canada)
(Le 15 février 2017)

Paula Futoransky



Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2017*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2016*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	84 550	17 692	51 417	71 679	17 673	49 763
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 982	2 211	6 633	8 184	2 046	6 138
Total des autorisations budgétaires	93 532	19 903	58 050	79 863	19 719	55 901
Autorisations non budgétaires						
Total des autorisations	93 532	19 903	58 050	79 863	19 719	55 901

Voir le tableau ci-joint pour un complément d'information.

* Ne comprend que les autorisations disponibles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.



Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ARTICLE COURANT (non audité)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2017	Crédits utilisés au trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2016	Crédits utilisés au trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	61 091	16 420	47 888	56 970	15 584	46 181
Transports et communications	5 228	879	2 262	3 617	877	2 212
Information	498	51	272	689	65	159
Services professionnels et spéciaux	18 965	1 859	5 399	12 963	2 180	4 406
Locations	1 494	89	321	689	317	910
Réparation et entretien	996	153	707	689	104	613
Services publics, fournitures et approvisionnements	498	109	233	344	101	271
Acquisition de terrains ou de bâtiments et travaux	–	–	28	–	–	6
Acquisition de machines et de matériel	498	105	271	1 206	41	112
Paiements de transfert	4 264	240	665	3 214	490	1 060
Frais de la dette publique	–	–	–	–	–	–
Autres subventions et paiements	–	(2)	4	–	(1)	10
Total des dépenses budgétaires brutes	93 532	19 903	58 050	80 381	19 758	55 940
Moins						
Total des produits affectés aux dépenses	–	–		518	39	39
Total des dépenses budgétaires nettes	93 532	19 903	58 050	79 863	19 719	55 901